

chaque localité, auraient le droit de faire une demande par l'intermédiaire de leur conseil municipal, et alors leur conseil municipal ferait une demande auprès de nos services à Regina.

Un certain nombre de townships, après avoir été admis, vont constituer un bloc solide. La loi a été faite afin de prendre les dispositions nécessaires pour que ces blocs solides soient maintenus. L'autre motif qui nous a poussé à constituer un bloc solide, avec des lignes droites, c'est que tous les cultivateurs de ces municipalités ne recevaient pas d'aide pour les y maintenir. Nous avons dit tout simplement que nous allions admettre des blocs solides dans un township et que nous serions responsables; et là où se trouvent des régions plus petites à l'intérieur d'une localité, nous avons supposé que la municipalité en prendrait soin, ou que si elles étaient en nombre trop considérable pour la municipalité, le conseil municipal ferait appel au gouvernement provincial. Nous avons offert de mettre sur pied un organisme ou que nous ajouterions à nos services un personnel suffisant pour prendre soin de ces régions, à condition que la municipalité et la province fournissent les fonds nécessaires. C'est la raison pour laquelle nous nous en sommes tenus expressément aux townships. Au début nous n'avons voulu accepter que des townships comme étant admissibles aux paiements prévus par la loi.

Ce fut là notre mode de fonctionnement durant quelques années, et les provinces n'ont rien fait. Je ne les critique aucunement à ce sujet. Nul secours n'a été accordé dans les trois provinces en question, soit de la part des provinces ou de la part des municipalités. Nous avons pensé que si nous prenions la responsabilité de ces blocs, nous allégerions grandement la responsabilité des gouvernements locaux qui doivent aider ceux qui sont dans le besoin. Rien de systématique n'a été fait pour aider ceux qui vivent en bordure de ces blocs.

Devant l'inaction des corps locaux, les associations agricoles ont protesté,—elles sont représentées ici à cette réunion, et je crois qu'elles vont être d'accord avec ce que je vais dire dans une minute. Non seulement les associations agricoles mais aussi les organismes municipaux ont protesté fermement en vue de faire prendre les dispositions nécessaires pour que l'on admette des superficies plus petites que les townships.

Nous sommes même allés jusqu'à dire que là où la sécheresse sévit en dehors du bloc solide, il pourrait y avoir un plan quand même, comme dans le cas des townships qui commencent avec 18 sections de terrain; peu importe qu'ils soient tous inclus ou non dans un township, la seule condition exigée serait qu'il y eût dix-huit sections de terrain, dans un bloc rectangulaire. Nous sommes convenus d'accepter cela comme point de départ, et de payer pour un bloc rectangulaire de 18 sections comme s'il constituait un township.

Après que les dispositions nécessaires eurent été prises relativement à un demi-township, tout comme s'il était un township complet, nous avons voulu que la loi ajoutât à tout bloc solide six sections, ou plus, situées le long de ces blocs dans un township qui ne satisfaisait pas à toutes les conditions d'admission, pourvu que les six sections satisfassent aux conditions; nous allons les admettre tout comme si elles étaient des townships complets. Afin de contrebalancer ce projet, le trésor a insisté pour que nous admettions aussi six sections, ou plus, puisque nous le faisons déjà pour les townships qui avaient satisfait aux conditions, c'est-à-dire, six sections ou plus qui n'ont pas satisfait aux conditions; et les admettre dans des cantons qui ont satisfait aux conditions. Le but de tout ceci c'était de répondre à la critique qu'on nous avait faite de nous en tenir à une ligne droite et de ne pas zigzaguer d'après les régions où sévissent la sécheresse ou les sauterelles. Nous avons accepté ces suggestions. La loi en tient compte. Durant un certain temps, nous avons exigé que les six sections fussent rectangulaires. Puis les municipalités,—les associations municipales de la Saskatchewan,—ont insisté pour que les districts